

Bougle, Celestin Charles
Alfred

Les Sources de la Guerre

Prix : 1 franc

Petite Bibliothèque de la Guerre

C. BOUGLÉ

LES SOURCES DE LA GUERRE

Conférences faites "aux Armées"

SUR

LES ORIGINES DE LA GUERRE ET L'ALLEMAGNE COMTEMPORAINE

ATTINGER FRÈRES, ÉDITEURS

PARIS
30, Boulevard St-Michel

NEUCHATEL
17, Place A.-M. Piaget

C. BOUGLÉ

LES SOURCES DE LA GUERRE

Conférences faites aux " Armées "

SUR

LES ORIGINES DE LA GUERRE

ET

L'ALLEMAGNE CONTEMPORAINE



ATTINGER FRÈRES, ÉDITEURS

PARIS
30, Boulevard St-Michel

NEUCHATEL
7, Place A.-M. Piaget

DU MÊME AUTEUR

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

Les Idées égalitaires (*Étude sociologique*). 2e édit.

Les Sciences sociales en Allemagne. 2e édit.

Qu'est-ce que la Sociologie ? 2e édit.

La Démocratie devant la science. *Études critiques sur l'hérédité, la concurrence et la différenciation.* 2e édit.

Essais sur le régime des Castes.

LIBRAIRIE CALMANN LÉVY

Notes d'un Étudiant français en Allemagne (Jean Breton).

LIBRAIRIE DELAGRAVE

Choix des Moralistes français des XVIIe, XVIIIe et XIVe siècles (En collaboration avec A. Beaunier).

A l'arrière (Jean Breton).

LIBRAIRIE CORNÉLY

Pour la Démocratie française (Conférences populaires).

Vie spirituelle et Action sociale.

Solidarisme et Libéralisme.

Syndicalisme et Démocratie.

LIBRAIRIE GIARD ET BRIÈRE

Le Solidarisme.

LIBRAIRIE ARMAND COLIN

La Sociologie de Proudhon.

Les Origines de la Guerre et l'Allemagne Contemporaine[1]

I

On nous dit oublieux. Il se trouve même des gens pour affirmer que nous serions en train d'oublier déjà les origines de la guerre : il ne serait que temps, disent-ils, d'en reparler.

Ces pessimistes exagèrent, sans aucun doute. Et je ne pense pas que vous l'ayez rencontré souvent, le combattant qui aurait perdu la mémoire, au point d'oublier d'où sont partis les premiers coups.

Il reste vrai toutefois que le temps fait son œuvre d'effacement. Au fur et à mesure que se déroulent les semaines, les mois, les années de cette guerre interminable, il semble qu'une sorte d'engourdissement de l'âme, d'atonie morale s'installe chez certains. De plus en plus, ils vivent dans le présent. Et dans le présent, qu'est-ce qui les frappe? Les deuils, les blessures, les privations, l'ennui. Et alors un souhait leur monte aux lèvres, dont vous connaissez bien la formule : « Vivement la paix... »

La paix? D'accord, parbleu. Nous la voulons tous. Mais nous savons bien tous aussi que si nous la voulions tout de suite et à tout prix, ils seraient vains, les sacrifices immenses que nous avons jusqu'à cette heure consentis. Le sang que nos frères ont versé déjà pour la défense de la terre natale, elle l'aurait bu en vain ; elle ne verrait pas germer la moisson que nous sommes en droit d'attendre : la moisson, non pas seulement de gloire éternelle, mais de liberté universelle.

1. Résumé de conférences faites dans les cantonnements et centres d'instruction voisins de l'Ambulance 2/8, où l'auteur était caporal.

C'est pourquoi il importe de prendre nos précautions contre nous-mêmes, et de contrarier dans nos cœurs, un peu las parfois, les effets du temps. Il importe de ressusciter en nous, chaque matin, l'ardeur concentrée, l'élan libérateur, la colère justicière des premiers jours. Rien ne vaut, pour cela, d'en vivifier les souvenirs par un constant effort de mémoire. Rien ne vaut de se tenir penché sur la source de la guerre, sur cette source bouillonnante d'où il a coulé et coulera encore tant de sang sur la malheureuse Europe.

Les derniers jours de juillet 1914? Vous vous rappelez dans quelle angoisse on les a vécus. Les mieux informés d'entre nous graissaient leurs godillots, mettaient leurs affaires en règle, se rapprochaient de leur centre de mobilisation. Beaucoup d'autres, la majorité à ce qu'il semble, demeuraient persuadés que cette fois encore le coup raterait. On se menace, pensaient-ils, on cherche à s'intimider. C'est le jeu fatal de la paix armée. Mais, aujourd'hui comme il y a quelques années, tout finira par s'arranger. A la dernière minute quelqu'un se trouvera-t-il pour oser, de gaieté de cœur, prendre la décision suprême et jeter l'Europe dans l'abîme? Ce serait trop absurde en même temps que trop criminel.

Oui, l'Europe en ces jours-là est comme une femme suspendue au-dessus d'un abîme ; elle se raccroche aux branches d'un arbre à demi déraciné. Elle pousse des cris d'appel désespérés. Des hommes l'entendent, s'approchent, discutent. Les uns veulent lui jeter la corde qui la sauvera. Mais d'autres, d'un coup de piolet, tranchent les racines de l'arbre.

Eh bien, qui voulait tendre la corde de salut? et qui au contraire a donné le coup de piolet fatal? Voilà ce qu'il nous faut établir.

Voilà ce qu'il nous faut établir autant que possible avec des documents précis, et non pas seulement avec des phrases vagues. Cela donnera peut-être à notre discussion un tour un peu sévère, dont je m'excuse. Mais je sais aussi que plus que jamais aujourd'hui vous vous défiez de la phrase, vous craignez le « bourrage de crâne ».

Discutons donc, en historiens. Rappelons les dates, analysons les démarches, scrutons les textes diplomatiques.

La manœuvre de l'Autriche.

Le 28 juin 1914, l'archiduc d'Autriche François-Ferdinand est assassiné, en même temps que sa femme, à Sarajevo. Sarajevo est comme le cœur du pays que l'Autriche s'est annexé en 1909, la Bosnie-Herzégovine. Les meurtriers ont-ils voulu, en tuant le prince héritier qui venait parader en pays conquis, manifester de façon brutale l'horreur qu'inspire aux gens de race slave ce régime autrichien qui est, comme l'on sait, le plus tracassier, le plus policier de tous les régimes? Sur plus d'un point l'affaire demeure obscure. Ce qu'il y a de sûr c'est que tout le monde diplomatique, au premier moment, en sentit la gravité. On se demandait si l'Autriche n'allait pas saisir l'occasion de régler un vieux compte avec la Serbie, sa voisine du Sud. La presse commençait effectivement à demander qu'on muselât pour jamais le panserbisme, espoir des Slaves. Mais bientôt, comme sur un signe, tout se calme. M. de Berchtold donne les assurances les plus pacifiques. Et les diplomates, comme à l'habitude, croient pouvoir aller se soigner à la mer ou aux eaux. L'empereur Guillaume II fait sa croisière annuelle dans les eaux norvégiennes, M. Poincaré aussi navigue ; il est parti pour la Russie. A ce moment, le 23 juillet, le coup de tonnerre éclate. L'Autriche-Hongrie remet à la Serbie une note-ultimatum. Elle demande une réponse dans les quarante-huit heures.

De la note en question Sir Edward Grey dit tout de suite qu'elle avait un caractère « formidable ». Rien qu'à la lire, on devinait chez l'Autriche-Hongrie une intraitable volonté de guerre.

Que demandait-elle en effet? Pour châtier les auteurs du crime de Sarajevo, on se tournait vers la Serbie, on lui demandait de dissoudre toutes sociétés à tendances panslavistes, de faire taire les journaux hostiles à l'Autriche, d'éliminer des livres d'enseignement tout ce qui pourrait exciter les enfants contre la monarchie voisine, comme de remercier le personnel suspect de la combattre ; enfin une enquête devait être poursuivie pour déterminer les complicités. Et pour qu'on fût sûr

que ces opérations judiciaires fussent bien menées, les fonctionnaires autrichiens y devraient participer.

On ne peut imaginer une mainmise plus complète. La monarchie dualiste ne se propose rien moins que d'intervenir dans tout le système politique du petit État voisin : loi des associations, régime de la presse, établissements scolaires, institutions judiciaires, tout y passe, tout doit être soumis au contrôle de l'étranger ; c'est une abdication, c'est comme un suicide national que l'on demande à la Serbie. Imaginez l'indignation que nous ressentirions si quelque État voisin dix fois plus grand que le nôtre prétendait, sous prétexte que tel de ses princes a été assassiné, exiger la dissolution de nos ligues, nationalistes ou démocratiques — Ligue des Patriotes ou Ligue des Droits de l'Homme — suspendre nos journaux, épurer nos fonctionnaires, surveiller nos juges !

La Serbie devait frémir d'autant plus profondément sous cette injure que, si elle est une petite nation — petite par le territoire et le nombre des habitants — elle est grande par les souvenirs et les espérances. Battue par les Turcs à Kossovo, pendant des siècles elle leur a tenu tête. Elle a attendu l'heure de la revanche. Elle vient de la prendre à Monastir et à Andrinople. C'est à cette Serbie victorieuse, champion désigné de l'indépendance slave, qu'on demande de s'agenouiller, et de tendre ses mains libératrices pour qu'on les lui charge de chaînes.

Tout le monde crut que cette abdication était impossible, et que la guerre dès cette heure était fatale. L'impossible arriva pourtant. M. Patchich eut l'héroïque sagesse de boire la coupe amère. Le 25 au soir, il remettait à l'ambassadeur d'Autriche la réponse voulue : la Serbie cédait. Sans doute faisait-elle quelques réserves de détail : par exemple, elle déclarait ne pas voir comment, sans violation des règles élémentaires du droit public, un fonctionnaire étranger pouvait se mêler aux enquêtes menées par les fonctionnaires serbes. Elle ajoutait qu'elle communiquerait bien volontiers les résultats de ces enquêtes à la puissante voisine. Au surplus, si des difficultés subsistaient, elle proposait qu'on s'en remît au tribunal de la Haye ou à une conférence des puissances européennes.

Allait-on pouvoir respirer? La catastrophe était-elle évitée par ce renoncement sans exemple? Une heure après avoir reçu

la réponse de M. Patchich, sans même prendre le temps matériel d'en peser les termes, l'ambassadeur d'Autriche, ses valises toutes préparées, s'installait dans le train. Les relations diplomatiques étaient rompues. Et cette brutale rupture, après la remise de la note irrecevable, était une deuxième preuve que la volonté de guerre était bien arrêtée chez l'Autriche-Hongrie.

Les preuves de ce genre-là, la Monarchie dualiste les devait d'ailleurs multiplier dans ces dernières journées de juillet. Lorsque la note remise à la Serbie fut communiquée aux puissances, Sir Edward Grey fit observer que le délai imparti était bien court. Les Puissances averties n'auraient pas le temps de causer utilement, d'échanger leurs impressions. La courtoisie internationale exigeait un ajournement des décisions.

Refus de l'Autriche-Hongrie ; pas d'ajournement possible : l'heure n'est plus à la courtoisie. D'ailleurs elle fait savoir qu'elle ne tient pas à causer. Vainement les puissances se réuniraient pour conférer. L'Autriche-Hongrie n'admet pas le recours à un arbitrage sous quelque forme que ce soit. Systématiquement, tous les ponts qu'on lance elle les coupe, et témoigne de toutes les façons qu'elle ne veut pas lâcher une occasion favorable.

Volonté arrêtée, volonté préméditée, c'est un ex-allié de l'Autriche-Hongrie, devenu aujourd'hui, par la logique historique retrouvée, son adversaire, qui nous le prouve le plus clairement. M. Giolitti, qui pourtant n'était guère partisan de l'intervention italienne aux côtés des alliés, a révélé à la Chambre italienne les propositions dont s'ouvrit l'Autriche en août 1913.

Dès ce moment-là, elle eût aimé à régler le compte de la Serbie. Celle-ci la gêne à un double titre ; comme centre d'attraction politique et comme centre de résistance économique.

Les populations slaves opprimées et tracassées par l'Autriche-Hongrie regardent tout naturellement du côté de ces Slaves demeurés libres, et qui pourraient peut-être pour eux devenir des émancipateurs. D'autre part, la Serbie — on l'a dit cent fois — est le verrou des Balkans, et les Balkans, c'est le vestibule de l'Orient. Pour arriver à Salonique et par Salonique à Suez, l'Autriche est prête à passer sur le corps des Serbes. C'est là le fond de l'affaire. L'ambition — politique et économique — de l'Autriche-Hongrie ne peut recevoir satisfaction

que si la Serbie est, ou rayée de la carte, ou réduite en vassalité. Or, fin 1913, elle est épuisée par la victoire même qu'elle vient de remporter sur les Turcs. L'Autriche juge l'heure propice. La froideur de l'Italie l'invite à ajourner son projet ; mais ce n'est qu'un ajournement. Un an plus tard une occasion magnifique se présente, qu'on ne laissera pas échapper. En vérité si le meurtre de Sarajevo ne s'était pas produit, on peut dire que l'Autriche l'aurait inventé : si les assassins ne s'étaient pas dressés eux-mêmes, elle les aurait suscités. Tant ils ont bien fait son jeu. Ils lui ont permis de mettre à exécution le projet longuement combiné dans l'ombre. *Le coup du* 23 *juillet* 1914 *n'est qu'une reprise, la suite et la revanche d'un premier coup manqué en août* 1913.

Le rapprochement est significatif ; les projets sournois confiés à l'allié en 1913 expliquent les refus hautains opposés aux conciliateurs de 1914. Rarement volonté de guerre a été démontrée de façon plus crue.

Ne trouverions-nous rien pourtant, en cherchant bien, qui attestât chez l'Autriche elle-même une hésitation, un scrupule, un remords devant la guerre imminente?

Un de ses avocats ne manquerait pas de nous faire remarquer que le 30 juillet au moins elle fut conciliante. Et le fait est que le 30 juillet le comte Berchtold parle d'accommodements à rechercher. Le fait est que le 30 juillet il commence à laisser entendre qu'il souscrira à la formule que depuis le 25 la Russie lui propose ; il pourrait s'engager à respecter la souveraineté politique et l'intégrité territoriale de la Serbie.

Comment s'explique cette démarche tardive, et dont l'esprit détonne avec tout le reste? Plusieurs explications en sont possibles.

L'Autriche recule le 30 juillet parce qu'elle s'aperçoit, à ce moment-là, que la manœuvre qu'elle avait menée en 1909 ne lui réussit plus. En 1909, au moment où elle avait annexé la Bosnie-Herzégovine, la Russie avait commencé à montrer les dents ; puis finalement, l'Europe ayant d'autres soucis en tête et l'Allemagne s'étant dressée derrière l'Autriche, la Russie avait laissé faire. Cette fois elle ne laisse pas faire ; elle paraît décidée à ne pas laisser écraser la Serbie. Le 29 juillet, à la mobilisation de l'Autriche, elle a répondu par une mobilisation partielle. Si l'on pensait réussir, cette fois encore, par l'intimi-

dation, il faut en faire son deuil : l'heure est venue où malgré soi il faut consentir à causer.

Peut-être aussi que, si l'Autriche accepte de causer le 30 juillet, c'est que dès ce moment-là il apparaît que l'heure n'est plus aux conversations : l'affaire est trop engagée des deux côtés, les ordres sont donnés. Les trains descendent la pente et sont lancés l'un contre l'autre. Pour les arrêter il faudrait un miracle. L'instant est bien choisi : en se montrant conciliant à cette minute, on se donne les apparences d'avoir consenti aux concessions demandées. En réalité, manœuvre diplomatique de la dernière heure pour rejeter sur les épaules de l'adversaire la responsabilité de la catastrophe qu'on a sciemment déclenchée.

Cette dernière hypothèse est d'autant plus vraisemblable qu'au moment où l'Autriche fait ainsi mine de céder, elle est bien placée pour savoir qu'il n'en coûtera rien à ses projets belliqueux, et que la proie longtemps convoitée ne lui échappera pas.

L'intervention de l'Allemagne.

Dès ce moment, en effet, c'est l'Allemagne qui mène le jeu. L'Allemagne a pris l'affaire en main, l'Allemagne en a fait son affaire, elle assume ouvertement la direction de toute la manœuvre, elle en prend la responsabilité, responsabilité d'autant plus lourde que l'Empire est moins directement touché par l'attentat de Sarajevo. Ce n'est pas un de ses princes qui a été tué et la Serbie n'est pas pour lui une voisine gênante. Et pourtant nous nous apercevons bientôt que c'est lui qui mène tout.

La démonstration en peut être présentée de plus d'une façon.

Et d'abord, en établissant, comme nous venons de le faire, la responsabilité de l'Autriche, nous avons établi du coup celle de l'Allemagne. Pourquoi? Parce que toujours l'Allemagne, depuis quarante ans, est derrière l'Autriche, parce que, de

notoriété publique, la Monarchie dualiste, vacillante par définition, n'est plus qu'un État à la suite. Ses vainqueurs, les vainqueurs de Sadowa, sont devenus ses maîtres en devenant ses alliés. Le vieil empereur François-Joseph est-il autre chose qu'un pantin dont Guillaume II tient les ficelles? Celui-ci le laissait entendre, au surplus, avec toute la netteté désirable, lorsque après Algésiras il assénait à son voisin ce coup d'encensoir étourdissant : « mon brillant second ». Ce qui revient à dire que l'Autriche ne tente plus une démarche, ne lance plus une entreprise sans l'assentiment de l'Allemagne.

Et, de fait, le plan que l'Autriche veut réaliser en passant sur le corps de la Serbie pour atteindre la Méditerranée est par essence le plan de l'impérialisme allemand : c'est lui surtout qui veut le *Drang nach Osten*, la poussée vers l'Orient, et qui prétend lancer le rail Hambourg-golfe Persique à travers toute l'Europe centrale asservie à sa loi. Aussi avons-nous toutes les raisons de supposer que, quand l'Autriche coupe les ponts entre elle et la Serbie, l'Allemagne est là qui lui aiguise sa hache.

L'hypothèse devient certitude pour peu qu'on analyse les faits et gestes des diplomates allemands dans les derniers jours de juillet 1914. Il devient de toute évidence :

1° *Que l'Allemagne n'a rien fait pour contrarier la volonté belliqueuse de l'Autriche.*

2° *Qu'elle a tout fait pour contrarier la volonté pacifique de l'Angleterre, de la France et de la Russie.*

Et d'abord la note-ultimatum que l'Autriche a lancée et qui à elle seule équivaut presque à une déclaration de guerre, l'Allemagne ne l'a pas arrêtée, bien qu'elle l'ait connue. Qu'elle l'ait connue, ses diplomates le nient aujourd'hui encore ; nous sommes pourtant obligés de le maintenir. Trop de faits concordent à le prouver. Sir de Bunsen a su que l'ambassadeur allemand à Vienne — connu pour ses sentiments slavophobes et qui ne pouvait ne pas être au courant de la manœuvre combinée pour saisir l'occasion si longtemps attendue — a télégraphié le texte à son gouvernement. Un de nos consuls de Munich entend de son côté parler de cette même note par le président du Conseil de Bavière. D'autre

part, c'est le 21 juillet, alors que les chancelleries se sont comme rendormies, et deux jours avant qu'elles ne soient brusquement réveillées, que l'Allemagne avertit certaines catégories de réservistes qu'elle aura sous peu besoin d'eux. Comment croire après cela qu'elle pouvait ignorer le mauvais coup préparé?

En tout cas, du 23 juillet au 2 août, elle ne lève pas le petit doigt pour arrêter l'Autriche sur la pente fatale. Comment nous le prouvons? Par l'absence de documents, par l'absence de preuves du contraire.

Ceci paraît au premier abord bizarre, et on trouvera que nous sommes des procureurs un peu violents, s'il est vrai que, selon les axiomes élémentaires de la justice, la charge de la preuve incombe à l'accusation. Mais faisons attention aux conditions particulières du débat. Les recueils de documents diplomatiques de toutes couleurs, que les nations en lutte versent devant l'opinion du monde sont pour elles comme autant de plaidoyers à bases historiques : chacune, par des faits, par des textes, s'efforce de prouver sa bonne volonté, sa bonne foi en même temps que la mauvaise foi et la mauvaise volonté de l'adversaire. Dès lors, quelle doit être la tactique de l'Allemagne, si elle veut démontrer qu'elle n'a pas voulu la guerre! Elle s'efforcera de démontrer qu'elle a travaillé à retenir le bras levé de l'Autriche : elle s'empressera de publier les notes, lettres ou dépêches prêchant le calme à sa voisine ou lui recommandant la conciliation. Or, ouvrez le *Livre blanc*. Cherchez bien les textes de ce genre. Pas un seul! Preuve négative si l'on veut, mais à bien regarder preuve décisive déjà de la responsabilité de l'Allemagne. C'est le cas ou jamais de dire qu'il y a des lacunes qui sont des charges, des silences qui sont des aveux.

Il n'est que trop facile au surplus d'ajouter, à cette preuve négative, des preuves positives : à plusieurs reprises l'Allemagne s'est nettement mise en travers des efforts menés par l'Angleterre, la France et la Russie pour arrêter l'Autriche-Hongrie.

L'Allemagne repousse tout arbitrage.

La première idée de ceux qui voulaient la paix fut de provoquer, sous quelque forme que ce fût, une conférence des puissances non directement intéressées dans le débat. Des représentants de la Triple-Alliance s'y aboucheraient avec des représentants de l'Entente. On causerait, on chercherait ensemble des solutions accommodantes, on gagnerait du temps : en pareille matière n'est-ce pas presque tout gagner? Oui, mais par trois fois l'Allemagne renie la cause de la paix en déclarant inadmissible toute proposition de ce genre. Aussitôt après l'ultimatum de l'Autriche, le 24 juillet, Sir Edward Grey lance l'idée d'une réunion européenne. Réponse de l'Allemagne : « Nous ne voudrions à aucun titre nous immiscer dans le conflit. L'affaire serbe ne regarde que l'Autriche. » Le 27 juillet, nouvel effort des diplomates anglais et français ; nouveau refus de l'Allemagne : « Une médiation serait une atteinte à la souveraineté de l'État autrichien et effaroucherait légitimement sa susceptibilité. » Le 29 juillet, après que Belgrade a été bombardée, on tente une démarche suprême pour ménager les susceptibilités invoquées, on suggère à l'Allemagne de choisir elle-même la forme que pourrait prendre la conversation. L'Allemagne répond cette fois par des atermoiements ; elle déclare préférable la conversation directe entre l'Autriche et la Russie, c'est-à-dire la même solution que quelques jours avant elle refusait de suggérer.

Cette série de *refus opposés à toute tentative de conférence, de médiation, d'arbitrage*, retenons-la bien. Elle doit rester contre l'Allemagne un de nos plus pesants griefs. Ceux en particulier qui croient qu'il n'y a point de salut pour la paix si l'on n'entre dans la voie d'institutions de justice internationale se souviendront ici que l'Allemagne a tout fait pour barrer cette voie en repoussant dès juillet 1914 les propositions transmises par Sir Edward Grey. Elle ne fait qu'agir, dans le cas particulier, conformément aux principes qui lui ont dicté sa conduite à la Haye, aux Congrès demandés par le tsar.

Rappelons-nous-le bien toujours : *c'est précisément l'Allemagne, secondée sur ce terrain aussi par l'Autriche, qui a systématiquement fait échouer les projets d'arbitrage obligatoire aussi bien que décliné toute conversation sur la limitation simultanée des armements.* Aux principes de justice internationale qu'on invoque alors, l'Allemagne oppose sa théorie, nous pourrions dire sa religion : l'État est comme un être sacré dont la souveraineté ne doit tolérer aucun contrôle ni accepter aucune limite. Religion, en effet, puisque cette idée est devenue pour des masses de sujets un sentiment obligatoire, qui n'admet plus la discussion ; et religion antique, religion barbare qui conduit à une sorte d'inhumanité tranquille.

L'État tel que les Allemands d'aujourd'hui le conçoivent est bien une sorte de Moloch. Pour qu'il ne soit pas porté atteinte à son prestige, on ne craindra pas de condamner à mort des millions d'hommes...

Le refus opposé par l'Allemagne aux propositions de médiation, en juillet 1914, est d'autant plus grave qu'on avait bien pris soin, en les lui présentant, de faire ressortir les conséquences heureuses que pourrait avoir un concours ainsi obtenu. Sir Edward Grey l'indiquait nettement en une page qui deviendra historique : si l'Allemagne accepte notre proposition, on verra entrer en conversation les deux groupes d'alliés qui se font contrepoids. De quelle difficulté ne viendront-ils pas à bout après avoir triomphé de celle-là? C'est la voie aplanie, c'est l'horizon ouvert, une société européenne pourra se constituer.

Cela l'Allemagne avait paru le désirer ; l'Allemagne avait paru, maintes fois, regretter que l'Angleterre et la France lui fissent grise mine, et c'était pour elle une des raisons de se dire méconnue, sinon persécutée. Or, maintenant qu'on lui offre de causer, elle se hâte de tourner le dos. Elle fournit ainsi la preuve que tout ce qu'elle voulait, c'était d'empêcher les autres nations de se rapprocher. Quant à hâter l'union pacificatrice de l'Europe? Rien n'était plus contraire à son vœu intime.

Les exigences de l'Allemagne.

On achèvera de le démontrer en rappelant, après ce que l'Allemagne refusait, ce que l'Allemagne exigeait. Dès le début du conflit l'Allemagne a répété qu'elle voulait localiser l'incendie. Et c'est la formule que des avocats ne manqueraient pas de faire valoir, pour démontrer qu'elle n'est pas responsable de la catastrophe. Demandons-nous seulement ce que valait en l'espèce cette formule, et à quoi tendait cette politique. L'Autriche doit régler seule le compte de la Serbie, et la Russie doit s'en désintéresser : telle est la condition que posent les Allemands comme la condition *sine qua non* de la paix. Or tout le monde sait bien que cette condition est par excellence la condition irréalisable. Laisser écraser la Serbie c'est chose impossible à la Russie ; impossible par *tradition d'honnenr*, impossible aussi par *souci d'équilibre.*

N'est-il pas des crimes tels qu'y assister sans s'y opposer c'est en être les complices? les complices aujourd'hui, les victimes demain peut-être. Car aux conquérants aussi l'appétit vient en mangeant, et c'était une première raison générale de ne pas laisser dévorer la Serbie par l'Autriche. Ce devoir, la Russie est naturellement la mieux placée pour en sentir l'urgence. Il faut se souvenir de ce que la Russie représente pour les petits peuples slaves des Balkans. Pris entre deux grands empires en lutte, entre la pression autrichienne et la pression ottomane, leur survie a été longtemps une gageure ; pour sauver une indépendance perpétuellement menacée il leur a fallu, pendant des siècles, une lutte de tous les jours. Ils ne s'en seraient pas tirés si une puissance plus grande ne leur avait prêté son appui : ils ont en Russie des frères de race et de langue. La Russie est plus d'une fois intervenue, militairement ou diplomatiquement, pour les faire respecter. Elle est la grande sœur vers laquelle, dans les cas désespérés, ils tendent les bras. Comment veut-on qu'en 1914, devant la volonté que l'Autriche manifeste d'en finir avec la gênante Serbie, la Russie renie

son rôle de protectrice des petits peuples slaves? Chacun savait bien que personne en Russie n'eût supporté cette honte.

Ajoutez que si elle laisse l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne réaliser leur grand plan de domination économique, et passer sur le corps de la Serbie pour assurer leur mainmise sur la Méditerranée et l'Orient, ce sont les détroits fermés à jamais pour la Russie, c'est son expansion économique irrémédiablement entravée. Elle a donc toutes les raisons du monde de s'opposer à la disparition d'un pays dont la présence est un élément d'équilibre.

Mais souci d'équilibre ou traditions d'honneur, ce sont là des mots que les Austro-Allemands ne comprennent plus, ne veulent plus comprendre. Vous leur dites : « Respectez ces petits pays : ils ont droit à la vie, et leur présence empêche parfois, entre les grands Empires, des frottements dangereux. » Réponse : « Le droit à la vie des petits pays est de la philosophie ancienne aujourd'hui désuète (un diplomate allemand l'a formellement proclamé). Et tant pis pour qui se met en travers des ambitions d'un Empire comme le nôtre, légitimées par sa puissance même. » C'est en vertu de ce réalisme mégalomane que l'Allemagne, sitôt que la Russie fait le geste de mobiliser pour venir au secours de la Serbie, se précipite et dès le 29 juillet lance son ultimatum : « Démobilisation, et sur toute la ligne, ou je frappe la première. » Et on appelle cela *localiser l'incendie*? Disons plus simplement que c'est *faciliter le crime.* Pendant que l'Autriche s'occupe de bouter le feu à la chaumière serbe, le feu qui de proche en proche doit fatalement embraser toute l'Europe, l'Allemagne fait le guet, ou plutôt elle monte la garde, empêchant que personne ne passe. Telle est la division des rôles entre les deux complices.

Le plus coupable des deux n'est-il pas celui qui n'opère pas lui-même?

Les dernières manœuvres.

Est-ce donc à dire qu'on ne trouvera, dans l'histoire diplomatique de juillet 1914, aucun geste, aucune parole de l'Alle-

magne qui la montre préoccupée de sauver la paix? Cherchons bien. Laissons parler ses avocats. Ils aimeraient sans doute à citer deux démarches, l'une du 26, l'autre du 29, où un désir de conciliation apparaît. Le 26, l'ambassadeur d'Allemagne à Paris va trouver notre ministre. Il l'assure que l'Allemagne autant que la France veut la paix. Il insiste pour qu'on publie une note établissant que les deux puissances de concert, dans un esprit amical et de solidarité pacifique, « cherchent les moyens d'éviter toute collision ». Notez bien cette phrase, ajoute-t-il ; elle est de poids.

Oui, mais ce n'est qu'une *phrase* en effet, et en contradiction avec toute l'action que l'Allemagne mène au même moment, avec les refus qu'elle opposera le lendemain comme elle les a opposés la veille aux demandes de conversation que réitère l'Angleterre. Comment donc s'expliquer cette singulière démarche?

Une hypothèse s'impose à l'esprit. En nous faisant publier *urbi et orbi* qu'elle s'entend avec nous, l'Allemagne cherche moins à sauver la paix, en effet, qu'à détacher de nous nos alliés, à nous rendre suspects à leurs yeux. Qu'aurait en particulier pensé la Russie, devant la manifestation « d'amitié » recommandée par l'ambassadeur d'Allemagne, au moment même où elle voyait se dresser l'Allemagne derrière l'Autriche, pour l'empêcher d'aller au secours des Serbes? La démarche de l'Allemagne n'est point sans doute une démarche pour la paix, mais une démarche pour la guerre : il s'agit dès lors de mieux préparer celle-ci en jetant la suspicion et le désarroi au cœur de l'Entente.

L'hypothèse est confirmée par l'examen d'une autre démarche non moins singulière, et qui sans doute s'éclaire de la même façon. Le 30 juillet, l'Allemagne, qui vient de lancer son ultimatum à la Russie, se montre tout à coup plus accommodante ; elle fait dire qu'on pourrait causer, que probablement l'Autriche, comme la Russie le lui demande avec instance, ne refuserait pas de s'engager à respecter l'intégrité territoriale et la souveraineté politique de la Serbie, et que pour son compte elle serait prête à s'entremettre. Bizarre changement de ton. On se déclare disposé à accepter ce qu'on refusait avec la dernière énergie depuis quelques jours. Comment l'expliquer?

Une démarche tentée la veille auprès de l'Angleterre nous

donne peut-être la clef du mystère. Le 29, l'Allemagne a essayé d'acheter la neutralité de l'Angleterre, elle lui a dit : « Je puis promettre d'être modérée dans mes exigences, et par exemple de ne rien prendre cette fois sur le continent à la France. Dans ces conditions vous me laissez les mains libres : entendu? »

L'Angleterre laisse comprendre la surprise qu'elle éprouve à ces propositions. Et fidèle à la tactique qu'elle adopte tout le long de ce débat, elle déclare qu'elle ne peut prendre aucun engagement. Pense-t-elle mieux servir, par cette réserve obstinée, la cause de la paix? Peut-être. Elle explique en tout cas qu'elle ne peut agir autrement ; elle allègue l'état et les habitudes de son opinion avec qui le gouvernement doit compter. Celui-ci se déclare incapable de lancer ses hommes ou de les retenir à son gré : pour qu'ils veuillent la guerre, un sursaut de la conscience publique, chez eux, est nécessaire, et suffisant.

L'Allemagne comprend l'avertissement, et qu'il serait dangereux pour elle d'avoir l'air de vouloir la guerre à tout prix : pour éviter de retourner contre elle l'opinion anglaise elle veut avant tout éviter cette apparence. Et de là sans doute le geste conciliateur qui suit et contredit, brusquement, son geste de menace à la Russie. Il s'agit, tout simplement, de s'assurer un avantage nouveau, en se donnant l'air de travailler à éviter la guerre au moment même où on a tout fait pour la rendre inévitable. Démarche *in extremis* qui, à vrai dire, prouve non point qu'on ne veut pas la guerre, mais qu'on la veut avec tous les atouts en main, y compris l'apparence de volonté de paix.

Au total la perfidie après la brutalité. Telle est bien l'impression que font à ceux qui les ont vus à l'œuvre les diplomates allemands : des gens toujours prêts à frapper du poing sur la table et entre temps à glisser la carte biseautée. Leur Bernhardi ne l'a-t-il pas dit par avance avec une franchise, ou si l'on veut avec un cynisme qui ne laisse rien à désirer? Notre politique doit être de brouiller les cartes, pour forcer la main à nos adversaires et nous faire attaquer.

On ne tombe pas cette fois dans le piège. On ne les attaque pas. Ils n'en consacrent pas moins les plus grands efforts à donner l'impression qu'ils ne font que se défendre : *rejeter sur l'adversaire la responsabilité de la rupture, c'est une tactique qui fait partie de leur plan de guerre.*

Veut-on mesurer l'intensité de cette préoccupation chez

eux? Qu'on relise seulement la note par laquelle, le 3 août, ils nous déclarent la guerre, et le discours du chancelier au Reichstag. Il n'est question dans ces documents que des attentats que la France aurait commis, avant toute rupture diplomatique. La France qui, pour éviter tout incident de frontière et toute apparence d'agression de sa part, avait pris la précaution de faire reculer de dix kilomètres vers l'intérieur ses troupes de couverture ! C'est alors que fut inventée l'histoire, désormais fameuse, des avions français bombardant la ligne de chemin de fer près de Nuremberg. Invention grossière, comme il fut très facile de le démontrer. Savez-vous que les journaux de Nuremberg du 2 août ne font pas la moindre allusion au bombardement en question? Ce n'est que le lendemain, par un télégramme de Berlin, qu'ils sont informés de l'incident !

On a fini par s'apercevoir de la ruse, en Allemagne même. Quelques esprits se sont trouvés pour mener une enquête, dont le résultat les atterre. Ils sont obligés d'avouer que leur gouvernement leur a menti. Et les voici qui commencent peut-être — combien lentement — à réfléchir...

Ceux qui ont pris la peine de lire en toute impartialité les documents diplomatiques que nous venons de résumer ont eu besoin de moins de temps pour se former leur conviction. Dans ces dernières journées de juillet, en suivant pas à pas le va-et-vient des diplomates, nous avons vu l'Allemagne lier partie avec l'Autriche afin de couper l'un après l'autre tous les ponts que jetait l'Angleterre, secondée par la France et la Russie, pour sauver la paix.

La sévère analyse à laquelle nous nous sommes livrés raffermit donc en nous la conviction qui doit nous aider à supporter jusqu'au bout les deuils et les blessures, les privations et l'ennui : dans le cercle infernal où tournent aujourd'hui les nations qui s'entre-choquent, ce n'est pas nous qui avons voulu entrer. C'est précisément pourquoi nous n'en voudrons sortir qu'à notre heure, une fois que nous aurons mis dans l'impossibilité de nuire, à tout jamais, ceux qui ont prémédité, préparé, déclenché la catastrophe.

II

Que l'Allemagne ait voulu la guerre, nous l'avons démontré semble-t-il, de la façon la plus irréfutable, en laissant parler, les faits, en analysant, à l'aide des documents, les démarches de sa diplomatie dans les derniers jours de juillet 1914.

La démonstration cependant pourrait être complétée, que dis-je ! elle pourrait être remplacée par un raisonnement d'une tout autre nature.

Notes, dépêches, rapports sur lesquels nous nous sommes appuyés, imaginez que tous ces « chiffons de papier » aient été brûlés en même temps que quelque Bibliothèque et leurs cendres jetées aux vents. Il nous demeurerait cependant possible de prouver la culpabilité de l'Allemagne.

Et pourquoi? parce qu'à défaut de ces papiers deux grands livres restent ouverts, que chacun peut feuilleter ; et ces deux livres ne sont autres que d'un côté la France, de l'autre l'Allemagne elle-même.

Que lirions-nous de notre côté, dans notre structure politique, dans l'état et les tendances de notre démocratie, dans notre idéal et en même temps, si vous voulez, jusque dans nos infériorités elles-mêmes? nous lirions : *volont de paix*, *volonté de liberté*, *volonté de justice*. Et du côté de l'Allemagne : *volonté de domination*, *volonté d'oppression*, *volonté de guerre*.

Pour le démontrer, efforçons-nous ici encore, ici même, de ne rien exagérer, de ne rien caricaturer.

Je suppose que les exagérations caricaturales auxquelles se livrent certains de nos journaux, avec les meilleures intentions du monde, éveillent chez vous aussi la critique plutôt qu'elles n'attisent l'indignation. La raison française n'exige-t-elle pas, même en ces matières, un peu de mesure et de sang-froid? Tâchons de ne pas trop l'oublier.

Le pouvoir personnel en Allemagne.

Mais nous n'exagérons rien, nous ne déformons rien, il me semble, lorsque, pour prouver que l'Allemagne devait pencher vers la guerre, la France vers la paix, nous alléguons d'abord la structure politique des deux pays. Ici une République, libérale et égalitaire. Là un Empire hiérarchisé. *A priori* il y a toutes chances pour que celui-ci soit plus belliqueux que celle-là.

Ce n'est pas du tout que je veuille insinuer à mon tour qu'une République est incapable de se défendre. On a abusé de cette thèse, dangereuse autant que contestable. Et notre armée nationale — dont le général Joffre a légitimement dit après la Marne que la République en peut être fière — est en train de démontrer la fausseté de cette affirmation facile. Ce qui reste, c'est qu'une République est par essence moins disposée, moins prête à attaquer qu'un Empire. La nécessité de tenir compte de l'opinion publique et d'accepter les contrôles qu'elle impose interdit au gouvernement la tactique de l'offensive brusquée. Tactique beaucoup plus tentante, beaucoup plus facile là où contrôle parlementaire et pression populaire sont de peu de poids, là où un cerveau représente à un moment donné ou du moins croit représenter à lui seul toute la nation, là où la guerre et la paix, finalement, sont dans la main d'un homme. Dans ces conditions *une personnalité décide pour une société*. Et s'il y a des minutes où cela peut être utile, convenons que c'est au total singulièrement dangereux : le sort d'un peuple, le sort du monde à la merci de la volonté, des caprices, des impulsions d'un homme...

Mais dans l'espèce l'homme qui représente l'Allemagne, celui qui garde le pouvoir comme il se croit le droit de vouloir pour elle, cet homme n'aimait-il pas la paix? Bien des fois, en effet, il a protesté qu'il désirait par-dessus tout, pour son règne, la gloire pacifique. Bien des fois il nous a donné, et non sans insistance, des marques de courtoisie. Mais le moins qu'on puisse dire de ces manifestations, c'est qu'elles étaient contrebalancées par des manifestations de sens inverse, qui deve-

naient de plus en plus nombreuses. Dans ses harangues à ceux qu'il appelle ses recrues, Guillaume II aime à évoquer les Huns, et à prêcher jusqu'à l'absence de pitié. Au vrai, il joue tantôt un personnage, tantôt un autre, et ce qui nous empêche de nous fier à ses effets oratoires, c'est que nous sentons en lui à la fois un impulsif et un comédien. Un impulsif beaucoup moins capable qu'on ne croit — M. Cambon nous en avertit — de se maîtriser, et en fait obligé plus d'une fois de se démentir. En même temps un comédien, joyeux de changer d'uniforme et prenant des poses pour la galerie. Le désir de plaire, certes, on le sent dans cette âme, mais alternant avec le désir d'intimider, et finalement toujours joint au désir de dominer. Il suffit d'avoir vu passer cet homme *unter den Linden*, moustaches en crocs, sourcils froncés, regard fixe ; il ne cesse de penser à en imposer. Il n'oublie jamais qu'il n'a pas d'égaux. Grand orgueilleux s'il en fut ; orgueilleux, non seulement à cause du peuple nombreux et riche qu'il voit sous sa coupe, à cause de la dynastie de grands organisateurs qu'il entend continuer et dépasser, mais à cause du vieux Dieu qui directement l'inspire et légitime ses impulsions comme il rend sacrées ses exigences. En vérité, un homme ainsi saturé, bourré d'orgueil, n'est plus un homme : c'est une grenade, prête à exploser au moindre choc. Il est naturellement de ceux qui, dès qu'on refuse de leur céder ou qu'on les veut devancer, crient au scandale et dénoncent le guet-apens. En juillet 1914, son cousin Nicolas II refuse de lui céder ; en juillet 1914, il sent sur sa nuque le souffle d'un fils impatient qui le presse. C'en est assez pour que, en dépit de l'amour qu'il a longtemps professé pour la paix, cet empereur au plus haut point « personnel » fasse le geste de colère qui condamne à mort des millions d'hommes. Nos femmes et nos mères n'ont donc pas tort quand elles concentrent leurs justes colères sur cette tête couronnée de fer. Et il faut bien espérer que notre victoire sera assez complète pour que nous puissions soumettre ce grand coupable à une punition exemplaire.

Et pourtant... Et pourtant nous nous tromperions lourdement, dangereusement, si nous persistions à rendre le seul empereur en Allemagne responsable du crime. C'est la vieille tendance française. Nos pères se plaisaient à répéter : « guerre aux palais, paix aux chaumières ». Nous aimons toujours à

distinguer, pour lui pardonner plus facilement, le troupeau du berger.

Oui, mais l'impérial berger, en Allemagne, si soucieux qu'il soit de ne prendre conseil que du Dieu qui l'a placé sur la tête des hommes, a eu des collaborateurs, des complices. Derrière la tête couronnée, nous apercevons tout un état-major, que dis-je, deux ou trois états-majors : à côté du militaire l'industriel, à côté de l'industriel l'intellectuel, chacun travaillant à sa façon à ouvrir la porte de la guerre.

L'état-major allemand.

Quel esprit règne dans l'état-major de l'armée allemande, il suffirait pour en juger de feuilleter ses instructions pour la conduite de la guerre et de les comparer aux nôtres. Ces gens-là ne tiennent pas seulement la guerre pour *possible*, ils la tiennent pour *nécessaire*. Et nécessaire d'une double nécessité, d'une nécessité morale aussi bien qu'économique. Un philosophe militaire qui commande aujourd'hui sur le front, dit-on, un régiment de cavalerie, Bernhardi, déclare crûment que pour assurer à l'Allemagne l'accroissement de territoire que méritent, pense-t-il, l'accroissement de sa population et le progrès de son industrie, les conversations des diplomates seraient désormais impuissantes ; il y faut l'épée qui tranche. Mais le Kronprinz va plus loin : dans une préface qu'il écrit pour un tract belliqueux, il prône la guerre comme la grande régénératrice, indispensable pour l'entretien de l'idéalisme au cœur des peuples. On reconnaît ici la tradition du vieux de Moltke, apologiste de la guerre providentielle. Cette sombre religion survit, en même temps que la technique du militarisme prussien, dans l'âme de l'état-major allemand d'aujourd'hui.

La guerre qu'il affirme ainsi nécessaire, il la veut décisive, et c'est pourquoi il la voudra systématiquement inhumaine. Vous savez ce qu'il y a de pire dans les atrocités dont nos envahisseurs ont donné tant d'exemples. C'est qu'incendies, pillages, massacres de civils innocents ne sont pas seulement ni surtout le fait d'une brutalité guerrière spontanément

déchaînée ; nous assistons là à des opérations dûment préméditées, méthodiquement accomplies. Pour faire fléchir la volonté de l'adversaire, les théoriciens de l'état-major allemand professent que tous les moyens sont bons. Ils protestent par avance contre l'immixtion du droit des gens ou des conventions internationales dans les actes militaires. Terroriser les populations sans armes, c'est à leurs yeux une des tactiques indispensables de la guerre moderne. En vérité qui, mieux que ces militaristes enragés, aura jamais travaillé à déshonorer la guerre ? Pauvres psychologues d'ailleurs, puisqu'ils n'ont pas su prévoir le mouvement de réaction unanime, la sainte colère que ne pouvaient manquer de susciter, chez un peuple un peu fier, les procédés de cette barbarie méthodique.

Fidèles à leur logique de mystiques réalistes, ils ne se bornent pas à nous faire prévoir le caractère inhumain qu'ils donneront à la guerre ; ils annoncent formellement leur intention de brusquer l'attaque. Bernhardi nous l'avait dit : De Moltke, encore hier chef de l'état-major, le répète à la veille même de la guerre : « *Il faut laisser de côté les lieux communs sur la responsabilité de l'agresseur : lorsque la guerre est devenue nécessaire, il faut la faire en mettant toutes les chances de son côté. Il faut prévenir notre principal adversaire dès qu'il y aura neuf chances sur dix d'avoir la guerre, et la commencer sans attendre; pour écraser brutalement toute résistance.* »

Bref, choisir son heure, c'est tout le problème. Quand des gens aussi sûrs de leur fait ont jugé l'heure venue, quelle force au monde les arrêterait? La volonté même de l'Empereur, si elle n'était pas d'accord, pourrait-elle se mettre longtemps en travers? Leur refuser leur guerre? Autant essayer d'arracher à un molosse irascible l'os longtemps convoité. Le maître même ne s'y risque pas volontiers.

Les industriels guerriers.

Mais ce clan de guerriers dogmatiques et impitoyables ne rencontrera-t-il donc pas des contrepoids, en Allemagne? Pour tenir ce rôle, pour faire frein, on aurait pu légitimement comp-

ter, semble-t-il, sur l'industrie et l'état d'esprit que son progrès doit normalement développer : n'est-il pas par définition l'opposé de l'état d'esprit du militarisme prussien? Des philosophes anglais — Spencer en particulier, reprenant une idée saint-simonienne — ont bâti toute une théorie sur cette antithèse. L'armée, disent-ils, vit de contrainte, — le commerce, de liberté. A l'une, les ordres qu'on ne raisonne pas. A l'autre, les contrats débattus. Là donc où les mœurs de type industriel prennent de l'empire, celles qui appartiennent au type militaire doivent reculer. D'ailleurs, ajoutent les économistes, les hommes d'affaires ne sont-ils pas les mieux placés pour savoir que, même heureuse, une guerre ne paie pas, et ébranle dangereusement le système de crédit universel sur lequel toutes leurs espérances reposent? C'est pourquoi, disait-on, il était permis de croire que les tendances de l'état-major industriel, en Allemagne, contrarieraient celles de l'état-major militaire.

A quel point on se trompait, on le sait aujourd'hui.

L'essor industriel de l'Allemagne contemporaine a dépassé en rapidité tout ce qu'on pouvait imaginer. Quelques chiffres vous en donneront l'idée. L'Allemagne des premières années du XIXe siècle est un pays tout rural. Et sa population industrielle et commerciale, travailleurs de l'atelier et du comptoir, qui représentait en 1882 45 p. 100 du total, représentait en 1907 56 p. 100, et actuellement dépasse 60 p. 100. Veut-on maintenant mesurer le progrès d'une des industries centrales, la métallurgie? En 1860, l'Allemagne ne produit que 700.000 tonnes de fer, quand l'Angleterre en produit 3.500.000 et la France 1.000.000. En 1910, nous trouvons 4.000.000 seulement pour la France, 10.200.000 pour l'Angleterre, et 14.800.000 pour l'Allemagne. On sait d'ailleurs qu'en ce qui concerne les industries chimiques la prépondérance de l'Allemagne est peut-être plus grande encore. Il paraît qu'une seule fabrique, à Ludwigshafen, entretient plus d'ingénieurs chimistes qu'il n'y en a, pour la même spécialité, dans l'Angleterre entière. Nulle part donc l'industrialisme n'a en si peu d'années transformé si complètement un pays. Il y a pourtant une chose que ce progrès inouï n'a pas réussi à changer en Allemagne ; et c'est précisément l'esprit militariste. L'antithèse conçue par le philosophe anglais ne se vérifie nullement ici.

La grande industrie s'organise elle-même à la prussienne. La discipline de l'atelier, — M. de Bulow en faisait la remarque, — seconde celle de la caserne et réciproquement. Le commis voyageur se considère et se comporte vraiment comme un soldat de l'idée allemande. Les grands industriels de leur côté ne manquent pas de témoigner leur sympathie active à une armée et à une marine dont ils escomptent l'appui.

Ils escomptent l'appui militaire, en raison même de la nature de leur organisation industrielle, de la trop grande rapidité de son développement, et des difficultés qui fatalement s'ensuivent. L'Allemagne a mis tout ce qu'elle a pu former de capitaux dans ses usines. Que celles-ci s'arrêtent, la voici à la veille de la banqueroute. Cette industrie-là est comme l'avion, a-t-on dit, qui ne se soutient que par son élan continué.

Il importe donc que les millions de roues des manufactures allemandes ne cessent pas de tourner. De là les rêves de conquêtes nouvelles. On veut toujours plus de minerais, et toujours plus de clients, par conséquent plus de terres ou du moins de sphères d'influences indiscutées. Pour peu que le malaise financier croisse, comme il arrivait ces dernières années, on se tourne vers la puissance militaire, on répète : « Il faut bien qu'armée et marine servent à quelque chose, il faut qu'elles nous garantissent notre place au soleil » par où l'on entend — on le dit sans ambages — l'extension de la *domination* économique allemande.

A ces vœux répond cette littérature spéciale qu'on appelle littérature impérialiste, et où se dévoilent avec tant de cynisme les ambitions de l'Allemagne. Que n'avons-nous le temps de résumer ces gros livres ou ces petits tracts? Vous y verriez les droits auxquels prétend l'Empire, au nom de sa double puissance industrielle et militaire, sur l'Extrême-Orient aussi bien que sur l'Europe centrale, sur la Hollande aussi bien que sur la Turquie ; véritable empire tentaculaire qui veut s'étendre dans tous les sens.

Rêves de mégalomanes, dira-t-on, mais qui restent une minorité ? L'Allemagne n'est nullement représentée par ces maniaques de l'annexion.

Il est toujours difficile sans doute d'estimer ce qu'il y a derrière une minorité tapageuse. Il nous reste permis de

constater, dans l'espèce, que le tapage impérialiste semble susciter en Allemagne bon nombre d'applaudissements. Le succès des livres en question suffirait à le prouver. Sait-on que le volume de Paul Rohrbach sur la *Pensée allemande dans le monde* est tiré à 40.000 exemplaires? De celui de Frobenius sur l'*Heure décisive de l'Empire allemand*, 14 éditions ont été enlevées en quelques semaines. Et pour la brochure de Frymann : *Si j'étais l'Empereur?* 250.000 exemplaires en ont été vendus.

Or, quelle est la thèse chère à Frymann? « *Il faut à l'Allemagne une politique active, je dis tranquillement agressive.* » Bien loin de retenir l'Empereur, les clients de Frymann, on le voit, l'auraient volontiers poussé.

Veut-on d'ailleurs la preuve que la guerre n'a encore rien appris à ces impérialistes, et ne leur a pas fait rabattre un pouce de leurs prétentions? Qu'on lise le manifeste publié, à propos de Verdun, par les six grandes associations industrielles et agricoles. Elles rappellent avec fermeté que pour l'entretien de la vie économique allemande, les minerais de Meurthe-et-Moselle, du Pas-de-Calais, de la Belgique leur sont indispensables. Elles ajoutent *qu'il serait imprudent de laisser aux mains des Français Longwy et Verdun*; car de ces points dominants, la France pourrait toujours menacer les bassins d'où l'on extrait la « minette », aussi nécessaire à l'industrie de guerre qu'à l'industrie de paix. Si ces associations ont quelque action sur l'opinion allemande, le kronprinz n'est donc pas tout seul responsable des furieuses attaques lancées sur Verdun. La métallurgie allemande est avec lui, derrière lui.

Les intellectuels solidaires du militarisme.

Le signe qui ne vient pas du côté des industriels, le signe de réaction contre le militarisme prussien, viendra-t-il du moins du côté des intellectuels?

Ici encore on pourrait escompter une opposition. Celui qui fait profession de rechercher la vérité accepte difficilement

qu'entre elle et lui aucune consigne s'interpose. Savant, s'il veut avant tout observer la réalité telle qu'elle est, il se défie de toute autorité, quelle qu'elle soit. Que si, philosophe, il se fie à la raison pure et construit un système, volontiers il penchera vers l'idéalisme qui lui montre les choses telles qu'elles devraient être. De cette façon encore la cause de la paix, en même temps que celle de la liberté, ont des chances de garder ses préférences. Or, quel pays connaît plus d'intellectuels que l'Allemagne? Longtemps ils ont fait sa gloire et du même coup sa consolation. N'a-t-on pas souvent cité ce mot de Jean-Paul : « L'empire de la mer aux Anglais ; celui de la terre aux Français ; celui de l'air aux Allemands? » Celui de l'air, entendez : le royaume des idées pures, où l'esprit des philosophes, dédaigneux des réalités, déploie librement ses ailes,

Si ce fut vrai, il y a très longtemps. Et les intellectuels allemands eux-mêmes se sont chargés d'ouvrir brutalement les yeux de ceux qui pouvaient à cet égard conserver quelque illusion. Vous vous souvenez du fameux manifeste des 93? Aux accusations que nous portions, les faits en main, contre la méthodique barbarie de l'armée allemande, ils répondaient en répétant : « Ce n'est pas vrai, et ce n'est pas vrai parce que ce n'est pas possible. Des hommes formés par notre culture ne peuvent se conduire en barbares. Ne dites pas d'ailleurs celle-ci est gênée par le militarisme. C'est soutenue qu'il faut dire. Militarisme et culture, chez nous, sont frère et sœur. »

Devant cette attitude, que penser du fameux « idéalisme » d'outre-Rhin, si longtemps admiré ! Faut-il croire que les intellectuels allemands d'aujourd'hui, comme emportés par le mouvement du grand Empire forgé par 70, ont brutalement rompu avec la doctrine chère à leurs pères? Faut-il avouer au contraire que celle-ci préparait logiquement, en réalité, les fils que nous voyons à l'œuvre? que l'Allemagne philosophique en un mot ne faisait rien qu'ouvrir les voies à l'Allemagne conquérante? Ainsi devrions-nous la détester tout entière, non pas seulement dans son présent, mais dans son passé.

Il ne manque pas de gens aujourd'hui pour se rallier à cette thèse. Il faut avouer pourtant qu'elle prête aux exagérations caricaturales dont il est sage de nous défier. Par exemple, présenter Kant comme l'ancètre de Krupp, rattacher l'impérialisme industrialiste et militariste de la nation allemande à

l'individualisme moral de la *Raison pratique*, c'est vraiment jouer sur les mots. Il n'est pas vrai que la doctrine de Kant légitime à aucun degré l'égoïsme, puisqu'elle commande à l'individu de chercher à agir selon une règle universelle. Il est encore moins vrai qu'elle justifie l'individualisme ethnique, le nationalisme absorbant et envahissant dont l'Allemagne d'aujourd'hui donne l'exemple. Celui-ci est négateur des droits de l'homme aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Allemagne. Tandis que la théorie kantienne du devoir, réplique de la théorie du droit glorifiée par la Révolution Française, pose avant tout comme la règle d'or l'égal respect des personnalités humaines. Chercher dans cette haute doctrine la source des brutalités de l'Allemagne d'aujourd'hui, c'est vraiment aimer le paradoxe.

La vérité est que les théories élaborées par les philosophes allemands de la grande époque sont très variées ; et surtout elles supportent plus d'une interprétation : selon les circonstances, les Allemands invoqueront l'une ou l'autre. Ils préféreront, à un moment donné, les théories qui leur paraîtront propres à justifier leurs besoins du moment. Or qu'il se trouve des théories, parmi celles de leurs grands philosophes, de nature à justifier, à consacrer les ambitions qui correspondent, comme nous l'avons vu, à la situation industrielle des Allemands, ce n'est pas douteux. C'est Hegel qui a glorifié l'État, l'État organisé à la prussienne, et qui a présenté son mouvement comme « la marche de Dieu dans le monde » : théorie propre à servir de justification à la sombre religion de l'État dont les Allemands d'aujourd'hui sont enivrés. De même, c'est Fichte qui, conviant ses compatriotes à se redresser contre l'oppression de notre conquérant, leur a inoculé l'idée que la race allemande est la race pure, loyale et forte par excellence, la race appelée par nature à défendre envers et contre tous la culture humaine. Et ainsi ses conceptions pouvaient-elles contribuer, pour leur part, à entretenir chez les Allemands *la conviction qu'ils sont des surhommes, la conviction qui les a rendus prêts à toutes les inhumanités.*

Sous une forme ou une autre, reprise par un Treitschke ou par un Nietzsche, des traditions pareilles sont toujours prêtes à se réveiller au cœur des Université allemandes. D'où la tournure que tend à prendre l'enseignement national en

Allemagne ; d'où ses préférences pour certains sujets d'études aussi bien que pour certaines méthodes d'éducation. De plus en plus les intellectuels paraissent ici dominés par l'idée que la science doit avant tout servir les intérêts comme elle légitime les instincts de la race élue. La géographie appliquée devient la recherche des annexions possibles, ou du moins des zones d'influences à s'assurer. L'histoire se plaît à retrouver des titres qu'on pourra invoquer pour se jeter sur le voisin, d'antiques injures à venger, des exemples à suivre, des œuvres à continuer. Le souvenir des Chevaliers de l'ordre teutonique ou celui de la Ligue hanséatique deviennent ainsi, par les bonnes volontés conspirantes des professeurs, des éléments constituants de l'état d'esprit impérialiste.

Il demeure entendu, d'ailleurs, que l'enseignement doit endoctriner en effet et comme enrégimenter les âmes, au lieu d'éveiller la critique. Notre classe de philosophie, où nous nous plaisons à inviter les enfants à apprendre, à penser par eux-mêmes, est, paraît-il, un objet d'étonnement, sinon de scandale, pour la plupart des universitaires allemands. Dans l'ordre intellectuel aussi, une sorte de dressage mécanique garderait leurs préférences. On comprend dès lors les chansons qui célèbrent l'alliance des deux casquettes de couleur, celle du lieutenant et celle de l'étudiant. Celui-ci, comme il peut, copie celui-là. Et l'Université est bien ici le vestibule de la Caserne.

Et voilà comment *l'état-major intellectuel, ajoutant son poids à celui de l'état-major industriel, fournit le plus inattendu, le plus précieux des renforts à l'état-major militaire, lui-même toujours prêt à suivre, ou plutôt à faire marcher l'empereur sur le chemin de la guerre.*

Les responsabilités du peuple.

Mais dans quelle mesure l'action combinée de ces différents états-majors atteint-elle la nation elle-même? Pour bien mesurer la responsabilité de l'Allemagne, voilà ce qu'on

voudrait surtout savoir. Et voilà aussi, naturellement, ce qu'il est extrêmement difficile de préciser.

Il est toujours difficile de porter un jugement d'ensemble sur une foule. La variété des opinions et des tempéraments qui y subsiste interdit les verdicts tranchants. Vous-mêmes, par les prisonniers passés entre vos mains, avez pu constater, comme l'ont fait ceux qui ont vécu en Allemagne, que tous les Allemands ne sont pas tous taillés sur le même patron, et qu'ils ne semblent pas tous au même degré pénétrés des idées que nous venons de résumer.

Dirons-nous pour autant que ces idées ne règnent et n'agissent que dans les hautes sphères? Nous aimerions sans doute — nous rappelions tout à l'heure que c'est une tradition bien française — à croire à tout ce qui pourrait atténuer la responsabilité du peuple. Mais, dans l'espèce, rappelons-nous que le peuple allemand est, par définition, un de ceux qui réagissent le moins contre les mots d'ordre de ses maîtres. La vie politique est chez lui bridée de toutes manières. Et au fond l'opinion de la masse y pèse moins que dans les autres nations occidentales. Rappelez-vous seulement l'affaire de Saverne et le commencement de protestation élevé par les libéraux contre des militaires, prêts à brutaliser, non pas seulement les « voyous lorrains », mais aussi bien les magistrats civils d'où qu'ils viennent. Avec quelle rapidité ce feu de paille a été éteint ! Une fois de plus, il a été démontré que *ce peuple a le respect dans le sang*. Scrutez d'ailleurs les tempéraments différents que vous rencontrez dans cette foule. Presque toujours vous y retrouverez deux traits communs, deux traits dont la réunion distingue ce peuple entre les peuples : *une docilité personnelle sans limites, jointe à un orgueil collectif sans exemple.*

Remarquez-le : ces deux traits se retrouvent jusque dans cette partie du peuple qu'on pourrait croire la plus émancipée, la mieux organisée pour l'opposition : nous voulons dire la sozialdémocratie. Tous ceux qui ont étudié le parti socialiste en Allemagne en rapportent l'impression qu'il est lui aussi une sorte d'armée, dont le caporalisme n'est pas absent et qui marche au doigt et à l'œil sur l'ordre de ses chefs. C'est aussi une Église si l'on veut, où règnent, avec des traditions strictement respectées, le sentiment d'une supériorité qui la désigne pour mener ou arrêter, à sa guise, le mouvement socialiste du

monde. Ceux qui ont assisté au Congrès international de Stuttgart par exemple, et qui ont pu constater la raideur avec laquelle les grands maîtres du socialisme allemand rembarraient leurs collègues français, en faisant voter comme ils voulaient leurs propres troupes, se sont bien rendu compte que le socialisme lui aussi, en Allemagne, repose sur ces deux piliers : docilité personnelle et orgueil collectif.

Rappelez-vous, au surplus, quelques mots caractéristiques échappés, depuis la guerre, à des sozialdémocrates et qui prouvent à quel point ils sont, eux aussi, imprégnés du réalisme allemand.

En Belgique, visitant la Maison du peuple, les socialistes allemands demandent aux Belges pourquoi ils ne se sont pas laissé faire par l'Allemagne, et comme ceux-ci invoquent le respect des engagements, le sentiment de l'honneur : « Sentiment bien bourgeois », disent les autres. Et tout récemment, pour clore toute discussion sur le retour de l'Alsace à la France, oublieux des protestations de Bebel et de Liebknecht en 70, des sozialdémocrates répétaient : « Impossible à l'Allemagne de lâcher l'Alsace : trop de minerais précieux, trop de potasse indispensable. »

Des mots comme ceux-là laissent entrevoir à quelle profondeur la façon de penser impérialiste est descendue jusque dans les masses qui pouvaient sembler les mieux préparées à l'opposition contre l'Empire.

Est-ce à dire que cette opposition soit condamnée pour toujours à la stérilité? Personne ne peut l'affirmer. Et nous voulons, pour notre part, espérer que non. Mais ce qui reste vraisemblable, c'est qu'on ne verra le peuple en Allemagne se retourner contre son gouvernement que si celui-ci est abattu et ses fautes en même temps que ses crimes démontrés par notre victoire. *C'est la leçon de la force qui rendra à l'Allemagne, si elle doit jamais le récupérer, le sentiment du droit en même temps que le goût de la liberté.*

L'Allemagne d'aujourd'hui est bien une pyramide d'orgueil ; on ne verra les couches inférieures se soulever et se dresser contre les couches supérieures qu'à l'heure d'un cataclysme national.

Et c'est pourquoi, nous qui n'avons pas voulu cette guerre

horrible, il nous faut, en effet, une victoire démonstrative autant que décisive, une victoire qui délivre enfin le monde, et les Allemands eux-mêmes, du système politique et militaire, industriel et intellectuel le plus lourd qui ait encore pesé sur les épaules de l'humanité.

C. Bouglé.

Paris. — Imp. L. Pochy, 52, rue du Château. — 198-18.

Petite Bibliothèque de la Guerre

N°
N°
N°
N°
N°
N°
N°
N°

